

**AP n° 2023-LEV-MD-076-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
DE LEVÉE DE MISE EN DEMEUSE  
pris à l'encontre de la Société REMIVAL à Reims**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2021-MD-130-IC du 26 août 2021 ;

**Vu** le courrier en date du 15 avril 2022 de la société REMIVAL en complément de la visite d'inspection du 31 mars 2022 sur ce site ;

**Vu** les conclusions du rapport daté du 9 mai 2022 de la visite d'inspection du 31 mars 2022 sur ce site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-128-IC du 5 juillet 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par mail en date du 16 décembre 2022, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement.

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de levée de mise en demeure porté le 10 mars 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**Vu** l'absence de réponse du pétitionnaire pour confirmer ou infirmer son accord sur le projet d'arrêté préfectoral de levée de mise en demeure ayant valeur d'accord tacite.

**Considérant** que les dispositions de l'article 2.3 (surveillance des rejets) de l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004 ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite d'inspection du 31 mars 2022, que la différence de mesures entre l'autosurveillance réalisée par un laboratoire de contrôle agréé et les mesures continues du site sont comprises entre 20 à 150 % ;

**Considérant** que, d'après le courrier de l'exploitant en date du 15 avril 2022, le niveau d'assurance qualité 2 (Quality assurance level) QAL 2 présente des erreurs, que l'analyseur a été changé et que l'exploitant n'a pas indiqué de date de réalisation d'un nouveau QAL 2 ;

**Considérant** que l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n° 2022-MD-128-IC du 5 juillet 2022, de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004 ;

**Considérant** que l'exploitant a fait réaliser sur son installation, le QAL 2 de la ligne 1 du 30 mai au 1er juin 2022 et de la ligne 2 du 7 juin au 9 juin 2022, conformément à la prescription de son arrêté de mise en demeure ;

**Considérant** qu'au vu des constats de la visite d'inspection du 20 octobre 2022, la mise en demeure du 5 juillet 2022 peut être levée.

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les mesures de mise en demeure prévues par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2022-MD-128-IC du 5 juillet 2022 sont levées.

### **Article 2 :**

L'arrêté préfectoral n° 2022-MD-128-IC du 5 juillet 2022 est abrogé.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Reims, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims.

Monsieur le Maire de Reims en donnera communication à son conseil municipal. Une copie du présent arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société REMIVAL sise ZI les Essillards, chemin du Moulin de Vrilly - 51100 REIMS.

Châlons-en-Champagne, le 07 AVR 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

  
Emile SOUMBO